

Déclaration liminaire CGT-INRA

Plutôt que de répondre à l'urgence sociale en interdisant les licenciements dans le privé, en stoppant les suppressions d'emploi dans la Fonction Publique, et en mettant un terme au blocage des salaires, le président de la République, François Hollande, vient d'annoncer de nouvelles coupes draconiennes dans les budgets publics - 65 milliards d'euros, excusez du peu ! - pour compenser la suppression des cotisations patronales sur la branche famille de la Sécurité Sociale, première étape vers le démantèlement de la Sécu ? Avec ces nouveaux cadeaux au patronat sous couvert de « pacte de responsabilité », venant après l'ANI (Accord National Interprofessionnel sur la Compétitivité et la Sécurisation de l'Emploi), la réforme régressive des retraites, le crédit d'impôt compétitivité (20 milliards de cadeaux accordés aux entreprises), il se découvre un peu plus comme le « Président des patrons », aux antipodes des aspirations de ceux qui l'ont élu. Il suffit d'ailleurs de voir à quel point le MEDEF se réjouit. Nicolas Sarkozy avait entrepris de s'attaquer aux acquis issus du Conseil National de la Résistance de 1945. Le gouvernement Hollande poursuit cette destruction en s'attaquant à la protection sociale, qu'il traite sous l'angle du coût du travail : baisser la Sécu, ce serait créer des emplois ! Opération gigantesque d'enfumage... Depuis ces 20 dernières années, les patrons ont eu toutes sortes d'exonérations. Résultat ? Un chômage de masse. Le moindre centime versé aux patrons sous

forme d'aides, de subventions, de crédits d'impôt, d'exonérations de cotisation sociale va directement dans les poches des actionnaires ou finance les licenciements et les restructurations. Il ne va jamais à l'emploi !

La CGT-INRA revendique le maintien des cotisations patronales sur la branche famille, qui ne sont pas des « charges » mais une partie intégrante de notre salaire différé, et l'annulation de la décision gouvernementale.

Ces cadeaux au patronat sont désastreux : ils imposent aux salariés l'austérité et contribuent à désintégrer la Fonction Publique et tous les services publics. Loin des déclarations ministérielles lénifiantes sur la sois-disante priorité accordée à la Recherche Publique, les personnels de l'INRA ont pu prendre connaissance ces derniers jours de la baisse extrêmement sévère du soutien de base de la plupart des unités pour 2014 : entre -13 et -15% selon les départements ! Cette baisse, comme la non utilisation de toutes les possibilités d'emploi, met directement en péril le développement d'une activité de recherche publique qui ne soit pas pilotée, directement ou indirectement, par les bailleurs de fonds de toutes sortes.

Cela met encore plus à l'ordre du jour la revendication de la CGT-INRA d'assurer à toutes les unités un minimum de 20 000 € de part-chercheur, comme celle de l'arrêt des opaques métaprogrammes ou autres appel d'offres « incitatifs » qui n'ont d'autre effet que de détourner une part importante de la subvention d'Etat et de conduire à un financement différencié des unités.

De même, alors que la grande majorité des agents voient leur pouvoir d'achat se dégrader sérieusement, le gouvernement maintient pour 20% des enseignants chercheurs et des chercheurs, la Prime d'Excellence Scientifique sous le nouvel intitulé, mais de contenu identique, de Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche, dont la CGT continue à demander la suppression.

C'est sur ce fond de baisse rigoureuse des dépenses publiques que le gouvernement tente de restructurer en profondeur la Recherche et l'Enseignement Supérieur public en mettant en place les Communautés d'Universités et d'Etablissements (CUE) et l'Institut Agronomique, Vétérinaire et Forestier de France (IAVF), censé désormais chapeauter toutes les écoles agronomiques et vétérinaires, et les organismes de recherche de l'INRA à l'Institut Pasteur en passant par le CIRAD et l'IRSTEA. Le maître-mot sous-tendant

toutes ces structures, c'est 'mutualisation' des moyens et des personnels. Concrètement, cela signifie moins de moyens pour chacune de ces structures, et une pression continue renforcée sur les personnels placés dans des conditions de travail définies par la logique managériale 'faire plus avec moins d'agents permanents'. Ainsi, l'IAVF serait financé par les budgets propres de ses membres, amputant encore plus le budget INRA, tandis que des compétences de chacune des composantes, et donc des services et des personnels, y seraient transférés... mais le gouvernement se garde bien de préciser lesquelles, renvoyant cela à un décret ultérieur. La majorité des organisations syndicales des personnels des écoles et organismes concernés, CGT- SUD/Solidaires-FSU-FO, demandent l'abandon de ce projet.

La CGT-INRA propose que ce Comité technique réaffirme son opposition à la mise en place de cette « usine à gaz » toxique.

Redessiner complètement la carte des universités, avec la mise en place des 30 mega-regroupements locaux -CUE- voilà ce que tente d'imposer le Ministère avec en toile de fond la prédominance des universités sur les EPST. Depuis des mois, la direction générale comme les présidents de centre n'ont cessé de nous répéter que, conscients des contradictions entre de telles restructurations au niveau local et la pérennité d'un Institut National aussi bien pour la définition propre des recherches que pour la gestion des personnels, l'INRA ne serait pas membre fondateur mais s'engagerait simplement dans des conventions de site afin de préserver son indépendance. Mais le projet de texte constituant la CUE de Paris-Saclay, qui nous est soumis aujourd'hui, indique que l'INRA en serait membre fondateur, et une lecture détaillée du projet de règlement intérieur et des statuts montre que cette CUE pourrait aisément s'accaparer à terme la majorité des prérogatives de l'Institut en matière de définition des recherches à mener par les unités, avec là encore avec un financement important donné par l'INRA. Pire, la Direction Générale indique qu'elle se réserve le droit d'adhérer à d'autres CUE sur le territoire national.

La Direction mettrait ainsi le doigt dans un engrenage qui ne peut conduire qu'à une dislocation de l'Institut National et au pilotage par l'Université des recherches comme des personnels, pour répondre aux injonctions du marché.

Comment ne pas voir les appétits qui s'aiguisent sur le potentiel considérable que représentent les chercheurs et ingénieurs de l'INRA pour combler l'insuffisance des embauches dans des faces aux budgets déficitaires au lieu de créer des postes d'enseignants-chercheurs devenus trop coûteux depuis l'attribution des compétences propres aux universités, les techniciens pour préparer les Travaux Dirigés et les Travaux Pratiques, les unités expérimentales mises à disposition, etc. Nous entendons donc que la Direction Générale s'exprime sur ce qui nous apparaît comme une volte-face dans le discours, un revirement, pire un reniement, et en totale contradiction avec la pérennité de l'Institut National.



Venez renforcer un syndicat de luttes :

Adhérez à la CGT !

Syndicat National CGT-INRA RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole Tél : 01.39.53.56.56 Fax : 01.39.02.14.50
Mail : cgt@inra.fr Sites internet : <https://intranet.inra.fr/cgt/> et <http://www.inra.cgt.fr/>